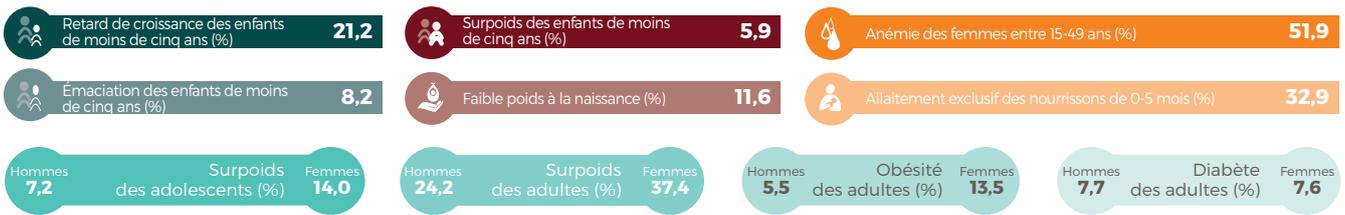


Congo



Date d'adhésion : octobre 2013
Population : 5,52 millions
SCALINGUPNUTRITION.ORG/CONGO



APERÇU COVID-19

Relativement touché par la pandémie, avec 5 290 cas dont 92 décès, le pays a subi un double choc avec la baisse drastique du prix du pétrole. Le Gouvernement a adopté plusieurs mesures qui ont entraîné des perturbations dans le système alimentaire, mais ces mesures ont été allégées depuis septembre. La nutrition a été bien intégrée à la réponse nationale.

TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

TOTAL PONDÉRÉ 2020 **65.3%**

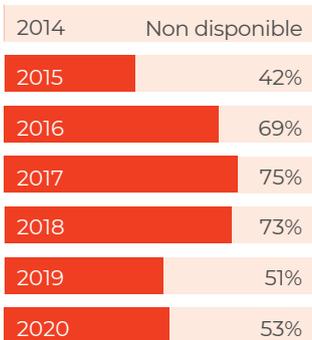


Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

- Le comité *ad hoc* de lutte contre la malnutrition, qui est la plateforme multisectorielle, a fonctionné *via* des réunions et des ateliers.
- Existence de la plateforme du secteur privé (instance dirigeante en cours de restructuration).
- Mise en place en cours de la plateforme de la société civile.

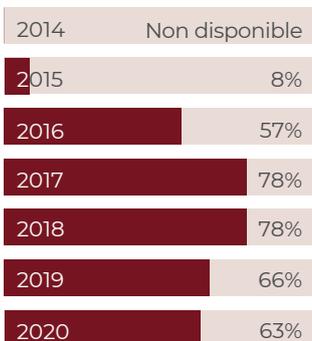
PRIORITÉS 2020-2021

- Poursuite de la mise en place des réseaux
- Mobilisation des ressources
- Décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle
- Plan de développement des ressources humaines
- Plan intégré de communication du point focal SUN
- Plaidoyer en faveur de la nutrition



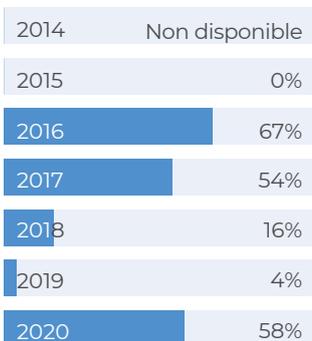
Garantir un cadre politique et juridique cohérent

- Le décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle est encore en attente de promulgation.
- Élaboration du projet de décret portant réglementation de la commercialisation des substituts du lait maternel.



Aligner les actions sur des résultats communs

- La feuille de route 2019 de la commission *ad hoc* a été élaborée.
- Un plan d'actions de lutte contre la malnutrition 2019-2021 a été budgétisé.
- Un plan de travail commun au gouvernement et à l'undaf en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle a été élaboré et est disponible. Une revue annuelle a été réalisée.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

- Le Gouvernement fait une évaluation globale des coûts par ministère qui lui permet de savoir le niveau de décaissement puis le niveau d'utilisation des fonds décaissés. Les contributions des parties prenantes sont connues et les rapports d'exécution programmatique et financière sont archivés.
- Dans le budget d'investissement 2019, un montant de 300 millions de francs CFA (environ 500 000 dollars des États-Unis) pour les activités spécifiques à la nutrition n'a pu être décaissé malgré la demande effectuée en ce sens. Les partenaires tels que l'UNICEF et le PAM ont contribué à l'achat des intrants nutritionnels et la mise en œuvre d'activités spécifiques.